

Accueil » Grand Sud » Toulouse

## Toulouse et sa région

ACTU

**PRATIQUE** 

**SPORTS** 

**LOISIRS** 

« Toulouse

Publié le 22/04/2009 08:21 | **Sylvie Roux** 

# Facs : comment finir l'année ?

La tension monte encore sur les campus toulousains où la question des examens se pose désormais dans l'urgence.



Comme ici, à Paul-Sabatier à Toulouse, les facs sont à un tournant de l'année universitaire. Le nombre de cours non dispensés pèse lourd sur l'organisation des examens. Photo DDM, X. de F.

Ce n'est certes pas la première fois que des mouvements de contestation agitent les facs toulousaines. Mais jamais ils n'avaient, comme aujourd'hui, menacé de remettre en cause la tenue régulière des examens. Et en conséquence la délivrance des diplômes. En fait, chaque jour qui passe dans la confusion et le blocage réduit un peu plus les marges de manœuvres destinées à assurer une validation correcte de l'année. En effet, le Code de l'éducation, destiné à garantir la valeur et le caractère national des diplômes est très précis et ne laisse quère d'espace à l'improvisation. Son article L613-1 dispose que « les modalités de contrôle des connaissances sont arrêtées au plus tard à la fin du premier mois de l'année d'enseignement », rappelle le recteur Olivier Dugrip, chancelier des universités et donc seul habilité à signer (ou non) les diplômes. Et

qu'on ne les modifie pas en cours d'année. Bref, pas question de passer soudainement à un contrôle final, alors qu'on a opté au départ pour le contrôle continu. En cette fin avril, et en fonction du nombre de cours non dispensés (et donc à rattraper), la situation apparaît de manière différente selon les facs.

#### **DEUX SESSIONS?**

À l'université Paul-Sabatier on semble s'acheminer vers un rattrapage intensif durant le mois de mai qui aboutirait à un report des examens en juin. Au Mirail, où certains étudiants n'ont bénéficié que de quelques heures de cours depuis février, la question est plus complexe. Le volume du rattrapage pourrait imposer deux sessions, une en juin-juillet, l'autre en septembre. « A condition toutefois, font valoir les observateurs, que les cours reprennent immédiatement ». Ce qui est loin d'être acquis compte tenu de la tension encore visible lundi sur le campus et qui a conduit hier matin à la fermeture administrative de la fac.

De plus, ce schéma imposerait une mobilisation des personnels de la fac au-delà des dates réputées « normales ». Et sur ce point aussi, rien n'est gagné. Une partie des personnels enseignants et non enseignants (qui, grévistes ou non, perçoivent l'intégralité de leur salaire depuis le début), a déjà fait savoir qu'ils n'étaient pas prêts à « assurer une rallonge ». En soulignant « les étudiants assument leur grève ».

La solution avancée apparaît pourtant comme la seule envisageable si l'on veut que les étudiants ne perdent pas leur année. Car l'option de la validation « gratuite et automatique », réclamée par une petite partie des étudiants et des enseignants (aussi bien au Mirail qu'hier à Paul-Sabatier), demeure formellement exclue par le ministère qui de toute façon ne signerait pas de tels documents dénués de toute valeur.

### Le Mirail fermé sine die

À la suite des « graves incidents » survenus lundi, Daniel Filâtre, président de l'université du Mirail a décidé hier « la fermeture administrative de l'ensemble du campus, jusqu'à nouvel ordre ». La tension était montée d'un cran lundi après-midi avec l'intrusion de 400 étudiants dans la salle du conseil. Se réclamant de leur assemblée générale, qui avait réuni 2 000 étudiants, ils avaient occupé le bâtiment. Dans la foulée, souligne la présidence, « un groupe de personnes avec cagoules, masques et gants a isolé les locaux, fracturé les serrures des portes du secrétariat et du bureau de la présidence ». Ils ont ensuite « fouillé les armoires de la présidence et emporté plusieurs dossiers et documents dont certains contiennent des données personnelles ». Des actes « inacceptables juridiquement et politiquement », a estimé la présidence. Selon les étudiants et personnels en lutte, FERC-Sup CGT et FSU, « il n'y a pas eu de violence ni de réelles dégradations

[...] les dossiers ont été restitués aux agents de sécurité[...] les étudiants ont décidé d'évacuer le bâtiment et d'éviter ainsi tout affrontement alors que le président de l'université avait décidé de faire intervenir les forces de l'ordre ». J.-J. R. et Ph. E.

### Paul-Sabatier: les cours ont repris

Les étudiants scientifiques cherchent à résoudre la quadrature du cercle : comment poursuivre le mouvement tout en reprenant les cours. « Faire trois mois de grève pour s'arrêter maintenant, ça ne rime à rien. Il faudrait qu'on obtienne le soutien de l'administration. Un petit coup de pouce serait bienvenu », dit un étudiant en s'adressant directement au professeur Gilles Fourtanier. Le président de l'Université Paul Sabatier, a répondu aux vœux des étudiants qui voulaient le rencontrer. Ils étaient près de 150 plus quelques enseignants à l'attendre, assis dans le hall du « château » - le bâtiment administratif de la fac de Sciences - décoré de banderoles et de tracts. Vers 14 h 30 le président est arrivé, accompagné d'une vingtaine de collaborateurs. Juste au moment où les étudiants envahissaient la salle du conseil. Le dialogue a pu commencer. « Moi je respecte la loi. Je suis en même temps protestataire et pour la LRU. Il y a des aspects intéressants », explique Gilles Fourtanier qui appelle les meneurs par leurs prénoms et glisse « en 68 j'avais 20 ans ». Ici à Paul Sabatier, l'ambiance est différente du Mirail. Les cours ont repris lundi dans une fac « en ordre » (400 chaises disparues ont été remplacées), mais les plus irréductibles ont voté la poursuite du mouvement. Les vacances de Pâques sont passées par là et ces étudiants ont du mal à remobiliser les troupes. La politique passe un peu au second plan. Les jeunes s'inquiètent beaucoup de savoir à quelles dates auront lieu les examens et s'ils seront validés. Certains suggèrent que l'on distribue minimum « 10 » à tout le monde. Un professeur rétorque que seul le recteur peut décider. Un autre prof suggère la reprise des cours avec des heures en plus le soir ou en semaine pour rattraper les cours : « Il faut préserver, dit-il, les diplômes des étudiants et leur avenir ».









